

“Qu'en pense le Québec?”

## Faudra voir

C'est TVA qui a approché l'Université et non l'inverse, bien que cela eut été plus que plausible. En effet, pour M. Gladu, directeur du service de l'éducation permanente et responsable du projet de production d'une série d'émissions, ce type de collaboration s'inscrit parfaitement dans le cadre des réflexions amorcées l'année dernière par l'équipe du service.

“Nous en étions venus à la conclusion que notre priorité serait les services à la collectivité; nous voulions agir autrement que sur une personne à la fois comme le font toutes les universités actuellement, par la voie de la diplomation. Ceci dit, quel outil utiliser? Nous convenions qu'il fallait utiliser les mass media mais lesquels? quand? comment? Puis Télé-Métropole s'amène. Cela correspondait à nos axes de développement et nous étions d'accord pour rejoindre cette population qui n'est ni sur-diplômée, ni sur-informée.”

Le service s'est donc embarqué jusqu'au cou dans la production de 32 émissions hebdomadaires, d'une durée de 30 minutes chacune. Pas à n'importe quelle condition cependant. Pour la première fois, un protocole d'entente a été signé entre TVA et un partenaire. “Nous n'avons pas été des collaborateurs faciles au début, souligne M. Gladu. Nous avons négocié pendant plus de deux mois pour obtenir un protocole satisfaisant. Nous voulions, entre autres, avoir droit de regard sur toutes les étapes de la production, y compris sur le montage”. L'Université a eu cette garantie; une clause, en particulier, lui accorde le droit de retrait en tout temps, si tout ne fonctionne pas comme prévu.

Outre M. Gladu, trois autres membres du service sont plus particulièrement assignés à ce travail: Mme Francine Paul, documentaliste, M. Coutlé et M. Michel Pichette. “Mais notre objectif est de faire participer le plus de monde possible à la réalisation de ce projet. Nous avons lancé des invitations à tous les professeurs, par l'intermédiaire des vice-doyens et des comités de coordination. Nous avons déjà reçu plusieurs réponses de gens intéressés”. Il est trop tôt pour établir dans quelle mesure l'appel de M. Gladu a reçu un écho favorable chez les professeurs qui ne re-

trouvent évidemment pas cette tâche dans le pages de leur convention collective. L'Uqam pourra apporter des informations au fur et à mesure que les vendredis susciteront, au petit écran, un regard critique sur notre société.

Après la série sur le vieillissement, sept autres thèmes se succéderont: l'environnement, l'homme et la santé, le monde du travail et le portrait économique du Québécois, la vie urbaine, l'homme et la culture et enfin, la famille.

Question de financement,

l'Université n'assume pas de frais directs mais offre, sans parcimonie, plusieurs ressources de son milieu. TVA, de son côté, aurait fourni une somme globale pour les 32 émissions. Une idée des coûts? Impossible d'obtenir un chiffre, même approximatif.

Ce qui n'est toutefois un secret de polichinelle pour personne, c'est que ces émissions-pilotes débiteront le 8 octobre (les films publicitaires n'étaient pas prêts pour le 1er) à 21h30. Qu'en pensera le Québec?

Denise Neveu

## “Actualité immobilière”

Seule du genre en langue française au Québec, la revue “Actualité immobilière” s'adresse à la fois aux universitaires (étudiants, professeurs) et aux professionnels de l'immeuble. Publiée trois fois l'an par le laboratoire de recherche en sciences immobilières (LARS) de l'UQAM, elle contient une information courante dans le domaine de l'immeuble et fournit d'autre part, une documentation de fond.

Madame Florence Junca-Adenot, vice-doyenne de la famille des sciences économiques et administratives, occupe les fonctions de rédacteur en chef de la nouvelle publication.

Elle est secondée dans ses tâches par un conseil d'administration qui se compose de: M. Luc-D. Beaudoin (Les Services Immobiliers Promanac Ltée), Antoine Carali (Société centrale d'hypothèques et de logement), Claude Chapdelaine (adjoint au recteur et directeur de la planification), Joseph-H. Chung (directeur du LARS), Alain Nantel (Alain Nantel et associés). Enfin, la revue s'adjoint un comité d'experts réunissant MM. Dominique Achour (économiste, Institut d'urbanisme, U. de M.), Maurice Bourque (urbaniste, UQAM),

Jules Hurtubise (SCHL), Alain Lapointe (économiste, UQAM), Pierre Mallette (politologue, Association des constructeurs du Québec), Bernard Vachon (géographe, UQAM), To Minh Chau (analyste financier, UQAM).

“Actualité immobilière”, volume 1, numéro 1 paraîtra incessamment.

C.A.

### Les religiologues chez Maharishi



voir en page 3

## Le SPUQ en journée d'étude

Quelque 250 professeurs du SPUQ ont participé, par intermittence, à la journée d'étude du 28 septembre. Le porte-parole du syndicat, M. Michel Van Schendel, se dit très satisfait de cette participation: “Il s'en dégage un très grand nombre de suggestions positives quant à l'organisation des moyens d'action et de pression au cours des semaines à venir.” Ces

suggestions ont trait, notamment, à la diffusion de l'information, à la participation des délégués syndicaux et des professeurs comme rouages internes de sensibilisation. Le SPUQ pourrait tenir deux autres journées d'étude d'ici le 18 octobre, date à laquelle les professeurs pourront déclencher la grève, s'ils le jugent bon.



Le diable et le bon Dieu, sous l'oeil d'un enfant.

## Un langage plastique à comprendre

Trouver “Les caractéristiques de l'évolution en arts plastiques de l'expression tridimensionnelle des jeunes de 4 à 16 ans”, c'est tout un programme! C'est pourtant ce qu'ont entrepris de faire deux professeurs du département d'arts plastiques, Mme Louise Vidal et M. Bruno Joyal.

En fait, ce projet date de deux ans. Et en des termes plus simples, il se propose de dégager les étapes importantes qui marquent l'évolution, chez les jeunes, du langage plastique à trois dimensions (modelage, sculpture, assemblage, façonnage); ceci fait, les chercheurs procéderont à une série de comparaisons avec l'évolution parallèle du langage plastique à deux dimensions (peinture, collage, impression, dessin).

Les travaux de spécialistes tels que Viktor Lowenfeld et Rhoda Kellogg ont en effet dégagé les grandes lignes de l'évolution de l'expression plastique bi-dimensionnelle. Toutefois, il existe très peu de données sur l'expression plastique tri-dimensionnelle: c'est cette lacune qu'il s'agit de combler.

Ils ont obtenu du ministère de l'Éducation, du Québec à cette fin, une subvention de près de \$9 000: elle était de \$7 000 l'an dernier. Et ça ne s'arrête pas là: les responsables du projet ont besoin, pour mener à bien leur entreprise, d'étendre leur quête sur une période de trois ans, peut-être même de cinq.

Les cours du samedi en arts plastiques — offerts aux jeunes de 4 à 16 ans par leur département — leur servent de matière première: ils y puisent systématiquement, à toutes les semaines, l'information dont ils ont besoin. Les travaux des enfants sont colligés, photographiés, analysés; les conclusions sont codées sur des fiches, puis informatisées: M. Jacques Landry, du service de l'informatique, y veille.

Tout cela permet aux intéressés d'effectuer de constantes comparaisons entre les procédés d'expression bidimensionnel et tri-dimensionnel, et d'observer leur évolution, dans le temps, à tous les âges. Une deuxième conséquence de ce travail de foumi est la constitution d'une véritable banque de documents. Ce matériel “témoin” ainsi accumulé pourra servir de point de départ à une série d'autres recherches, celles qu'effectueront, par exemple, les étudiants de maîtrise à compter du mois de janvier.

Ces cours du samedi sont en passe de devenir une sorte de laboratoire humain, notent avec satisfaction Louise Vidal et Bruno Joyal. Seule ombre au tableau: ils sont très à l'étroit dans leurs locaux actuels. Problème qui devrait se résorber cet automne, puisque l'Université mettra à leur disposition sous peu, un local plus adéquat au rez-de-chaussée du pavillon Arts 11.

Claire Gauthier

# Bilan SEUQAM (1)

L'assemblée générale du SEUQAM, la semaine dernière, au pavillon des Arts I, a permis de faire un bref tour d'horizon des activités syndicales depuis deux ans. Et d'en tirer leçon.

Le SEUQAM occupe au pavillon Riverin II des locaux plus vastes et plus commodes que ceux du défunt Sainte-Marie. On a engagé une secrétaire à plein temps. La carte de membre, de grisé qu'elle était, s'agrémentait dorénavant de la photo personnelle. Le tract SEUQAM-information a rajeuni sa présentation; sa diffusion fréquente a connu du succès.

Formé des sections locales avant les négociations, le comité de liaison du secteur universitaire, qui n'a pas fonctionné pendant les pourparlers, reprendra incessamment ses activités.

Le Syndicat des employés de soutien de l'Université a participé activement par la présence de ses délégués à différents congrès: Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) à Toronto, Fédération des travailleurs du Québec, Conseil du Québec (SCFP), Congrès du Travail de Montréal, Congrès du travail du Canada.

Entre toutes les instances

syndicales, c'est, de l'avis général, la structure de grève qui a le mieux fonctionné, grâce à une efficace division des tâches et à une action concertée expéditive, malgré certaines divergences avec l'exécutif sur la stratégie. Par contre, le conseil syndical élargi n'a jamais bien marché.

Propositions constructives, on a suggéré de réviser les pouvoirs à divers paliers du syndicat et de refondre certaines structures comme le conseil syndical. Par ailleurs, on estime instructif de faire le point à tête reposée sur ce qu'a été (et n'a pas été) la structure interuniversitaire, c'est-à-dire le front commun des universités.

Avant de revoir les autres points prévus (griefs, évaluation, perfectionnement, stationnement, assurances, etc.), il est opportun de souligner la présence à l'assemblée du président du SPUQ, M. Jean-

Pierre Cheneval qui a brossé un tableau succinct de la négociation des professeurs, particulièrement dans le contexte de leur journée d'étude du 28 septembre.

A la suite de l'exposé de M. Cheneval, l'assemblée a accordé avec une très forte majorité un appui inconditionnel au SPUQ.

Quant à la journée de débrayage du 14 octobre pour tous les travailleurs syndiqués du pays, il a été décidé d'en reporter la discussion à une réunion extraordinaire dont la date sera communiquée. A ce propos, on a émis la suggestion de tenir des assemblées pavillonnaires pour sensibiliser davantage les syndiqués sur la grève générale d'une journée.



C.A. M. Jean-Pierre Cheneval, président du SPUQ.

## Les professeurs d'administration font bande à part

"Il existe entre SPUQ et nous une différence fondamentale dans la conception même que nous avons de l'Université." Le directeur du département des sciences administratives, M. Léon Serruya, résume ainsi les raisons pour lesquelles les professeurs de son département ont décidé de faire bande à part dans la négociation entre SPUQ et la direction de l'institution.

"Considérant que le projet syndical de convention collective est contraire à nos intérêts, poursuit M. Serruya, ce serait idiot de tenir des journées d'étude pour l'appuyer, et encore plus idiot de déclencher une grève."

M. Serruya ajoute: "Le SPUQ prétend protéger les professeurs contre les excès de l'administration. Mais qui nous protégera des excès du SPUQ?" Quels excès? Il affirme que l'actuelle convention collective en est la source; que les professeurs syndiqués, par exemple, se pointent à la Commission des études avec un mandat déterminé; que parfois, certains enseignants se sont vu refuser des postes à ce niveau parce qu'ils n'acceptaient pas d'y suivre les directives du SPUQ.

A son avis, si la requête syndicale actuelle était agréée, à ce chapitre, cela aboutirait à un système de "closed-shop", comme dans l'industrie de la construction, "ce qui est une aberration pour une université". On assisterait, croit-il, à une série d'abus, où seuls les salariés syndiqués détiendraient les postes de responsabilités, où les syndiqués refusant un mandat syndical seraient forcés de démissionner, suspendus et peut-être même exclus.

Les professeurs d'administration ne remettent pas en cause leur participation à la Commission des études et au Conseil d'administration: ils veulent y siéger, mais "en toute liberté d'action et de pensée, et non pas sous l'autorité du SPUQ". D'après M. Serruya, il suffirait pour cela que les modalités de représentation soient définies dans les règlements internes de l'institution; il est donc favorable au retrait des articles 4 et 7 de la convention collective.

"L'administration n'oserait jamais exclure les profes-

seurs de la Commission des études; les administrateurs, faute de compétence, ne sauraient suffire à la tâche et ils en sont conscients; c'est là notre principale garantie." Le directeur du département prône donc une solution intermédiaire entre le statu quo et le silence patronal sur cette question.

### L'envers de la médaille

Prise de position que le président du SPUQ, M. Jean-Pierre Cheneval, a commentée comme suit: "Il est évident que le discours de M. Serruya est fondamentalement identique à celui de l'administration." Voici pourquoi: "A l'heure actuelle, d'après la Loi de l'Université et les règlements de l'Assemblée des gouverneurs adoptés en février 1975, les professeurs participent à la Commission des études, mais les décisions finales, sans exception, relèvent des administrateurs." Il ajoute que le Conseil d'administration a tous les pouvoirs de modifier à son gré les règlements de la Commission. "Il faut être aveugle ou de mauvaise foi, déclare-t-il, pour ne pas admettre que le projet patronal de convention collective entend rogner, sur le plan académique, certaines prérogatives des professeurs."

D'après lui, cette initiative des professeurs du département d'administration dévoile leurs véritables intentions. "Ils voudraient qu'on les exclue du syndicat. Or, il n'en est pas question; s'ils veulent se retirer, ils le feront d'eux-mêmes. Quant à nous, nous demeurons ouverts au dialogue." M. Cheneval se dit d'autant plus étonné des accusations d'intolérance formulées par M. Serruya, que celui-ci vient de décliner une invitation de l'exécutif du SPUQ: "Nous voulions les rencontrer pour discuter des points de désaccord et sonder les possibilités d'entente."

Si la majorité des membres de ce syndicat sont favorables à la grève, des lignes de piquetage garniront les abords des pavillons de l'UQAM, le 18 octobre. Que feront alors les professeurs dissidents? M. Serruya: "Je préfère ne pas répondre à cette question." C.G.

## La C.E.S.A. se manifeste

Les 34 professeurs du département des sciences administratives ont décidé à l'unanimité de ne pas tenir de journées d'étude: en entérinant cette décision, la Corporation des étudiants des sciences de l'administration prenait position publiquement pour la première fois.

La C.E.S.A.-UQAM Inc. existe légalement depuis le 29 juillet. Elle procède présentement à la mise en place de ses structures, à l'élaboration de ses politiques. Façon de parler: la priorité de la nouvelle corporation étudiante est précisément de ne pas en faire. Elle entend promouvoir et défendre les intérêts de ses membres, vérifier l'efficacité des politiques opérationnelles de l'U.Q. avant de les contester, et surtout, permettre aux étudiants qu'elle regroupe... d'étudier.

Sur 2 807 inscrits en administration — dont 2 194 temps partiel et 613 temps plein — 1 998 se sont prononcés en faveur de la C.E.S.A. Le président du Conseil d'administration de la Corporation, M. Jacques-Denis Bourgeois, espère gonfler le nombre d'adhérents en rejoignant les ins-

criptions tardives.

"La plupart d'entre nous sommes déjà sur le marché du travail, explique M. Bourgeois. Les milieux d'affaires sont particulièrement susceptibles, et il importe de les amadouer: c'est une question de crédibilité." Le radicalisme de l'AGEUQAM n'étant pas de nature à les rassurer, affirme-t-il, la création d'une organisation étudiante autonome s'imposait.

A l'instar d'une compagnie, la C.E.S.A. dispose d'un organigramme complexe: conseil d'administration, comité exécutif, président, secrétaire général, quatre vice-présidents. Une ombre au tableau: la question du financement. "Nous avons élaboré un budget de fonctionnement qui a été soumis au directeur des Services aux étudiants, M. Laurent Jannard. Dans les autres universités, les montants sont alloués en fonction du nombre d'adhérents; en ce qui nous concerne, nous devons attendre la réponse des S.A.E."

La C.E.S.A. est née du conflit qui a opposé l'administration et les employés de sou-

ten au printemps dernier: par ses prises de position, l'AGEUQAM avait fait des mécontents dans les rangs des futurs administrateurs. Les résultats d'un sondage effectué par quatre étudiants auprès de 75 pour cent des groupes-cours en administration en faisaient état. Ils se dissocièrent le 2 juin.

Cet été, quinze étudiants de cette discipline ont demandé l'incorporation; c'est au moment de l'inscription, à l'automne, que leurs condisciples ont été invités à se prononcer sur la représentativité de la C.E.S.A., avec les résultats que l'on sait. Toutefois, aucune assemblée générale des membres n'a eu lieu à ce jour.

En cas d'affrontements le 18 octobre, conclut M. Bourgeois, nous concerterons notre action avec celle des professeurs. Une assemblée sera convoquée dans la semaine du 11 à cet effet. Rappelons que Jacques-Denis Bourgeois représente les étudiants de l'UQAM au Conseil des études de l'U.Q. depuis près de deux ans.

C.G.

## AGEUQAM

Parce qu'ils attendent beaucoup de monde et que l'Université n'a pas de très grande salle à mettre à leur disposition, les responsables de l'AGEUQAM ont loué pour l'assemblée générale du 6 octobre, les locaux du Cinéma Outremont. L'adresse: 1248 rue Bernard ouest. A compter de 13 heures, les étudiants débattront des principaux points à l'ordre du jour: grève générale du 14 octobre, négociations UQAM-SPUQ, ANEQ, budget de l'AGEUQAM, amendements à la charte, reconnaissance légale de l'AGEU-

QAM, élections.

Seront plus précisément soumises à l'approbation des participants, les principales résolutions adoptées lors de la première assemblée intermodulaire du 22 septembre. Entre autres, le boycottage des projets de vie étudiante des Services aux étudiants; le refus du budget de \$30 000 offert par l'administration à l'AGEUQAM; un vote d'appui inconditionnel au SPUQ, et de participation active des étudiants à la grève générale du 14 octobre.

Service de l'information et des relations publiques de l'Université du Québec à Montréal.

Directeur: M. Louis Savard

### l'UQAM

le 4 octobre 1976  
volume III, numéro 5

section information,  
1199 rue de Bleury, Montréal  
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Héléne Sabourin

maquette: section graphisme

photos: service de l'audiovisuel

Dépôt légal: deuxième semestre 1976  
Bibliothèque nationale du Québec.

# Pas d'arpents verts pour les biologistes?

"Jaloux? Pas du tout. Etonné? C'est certain. Et déçu. On voit maintenant où l'Université met ses priorités."

C'était, attrapée entre deux portes d'un pavillon, la première réaction du directeur du département des sciences biologiques après la parution dans notre journal d'une nouvelle voulant que l'Université (service des sports) acquiert un centre de plein air dans les Laurentides.

Sachant que Luc Desnoyers fait des pieds et des mains pour que professeurs et étudiants aient dans les environs de Montréal un terrain d'études et de recherche, il paraissait intéressant qu'il explique son étonnement et sa déception.

"Je ne nie pas l'importance, dans une université, d'un lieu pour des fins récréatives et sportives. Mais je pense que c'est aussi important d'en avoir un pour des activités d'enseignement. Cette nouvelle nous amène à poser la question: c'est quoi les priorités de l'Université? Moi j'ai toujours cru que l'objectif premier de toute université c'était l'enseignement et la recherche et non le service des sports.

"Nous, en biologie, ça fait cinq ans qu'on a une session d'été à La Barrière (Saint-

Zénon) dans des conditions qui ne sont pas optimales. On ne peut même pas y donner le cours sur la biologie des poissons pour la bonne raison que ce site est aménagé pour la pêche sportive et qu'on y trouve qu'une espèce de poisson. De sorte qu'on est obligé de se déplacer sur la rivière Richelieu pour ce cours-là.

"D'autre part, La Barrière est une station que l'Université loue à gros prix année après année et où ne peut pas faire d'aménagements permanents.

"Cette année, l'essor qu'a pris l'enseignement sur le terrain pour les étudiants en maîtrise en écologie a même obligé l'Université à louer La Barrière pour une session d'automne. C'est la preuve qu'on a absolument besoin d'une station d'enseignement et de recherche."

Quant à savoir s'il pourrait y avoir collaboration entre le département de sciences biologiques et le service des sports pour l'utilisation du Centre de la nature, Luc Desnoyers commente:

"Il n'y a pas, effectivement, impossibilité de collaboration, mais il s'agit de savoir si le site du Lac Supérieur est compatible avec nos besoins. Nous, on a été infor-

mé de ce dossier du Centre de la nature par votre journal. Alors comment être convaincu que l'endroit peut nous convenir? On a bien reçu un coup de téléphone des Sports il y a plusieurs mois nous disant qu'ils partaient à la recherche d'un site et nous demandant si nous n'avions



Luc Desnoyers, directeur du département des sciences biologiques.

pas d'objection. Bien sûr qu'on n'en avait pas.

"Mais la concertation s'est arrêtée là. Et eux ont réussi à mener à bon port leur projet tandis que le nôtre est encore entre les mains de l'administration."

Le projet du département des sciences biologiques visait à acquérir un terrain sur le Mont Saint-Bruno. "On aurait pu l'utiliser à la fois pour des fins récréatives et pour l'enseignement-recherche. On a depuis 1974 fait la démonstration, tant auprès des autorités de l'UQAM qu'auprès du gouvernement, que ce terrain était exceptionnel, en plus d'être à proximi-

té de Montréal. La seule réponse qu'on a reçue au cours des derniers mois c'est que "le dossier chemine". Mais on sait d'autre part qu'il dort sur les tablettes. C'est le cégep Edouard Montpetit qui chemine: il semble avoir les pieds bien ancrés dans le dossier pour faire à Saint-Bruno ce que nous voulions y faire.

"Si Saint-Bruno n'est pas une occasion unique aux yeux de l'Université, on est prêt à explorer d'autres avenues. Comme, par exemple, la forêt de Verchères.

"Mais on ne règle bien que les problèmes qu'on veut régler."

H.S.

## Les religiologues chez Maharishi

La méditation transcendantale connaît une vague de popularité sans précédent. Dans le double but de prendre position et d'informer le public, sept étudiants de maîtrise en sciences religieuses se sont inscrits, avec leur professeur Yvon Desrosiers, au Centre de méditation transcendantale à Montréal. M. Desrosiers nous fait part brièvement de cette expérience.

### Une grosse machine

Rue Saint-Denis, au 7<sup>e</sup> étage d'un édifice commercial, un bureau pas comme les autres: on enlève ses souliers en entrant, on ne fume pas, on ne parle qu'à voix basse. Partout, des portraits de Jai Guru Dev, maître vénéré de Maharishi, gourou-physicien qui parcourt le monde pour créer des centres de méditation transcendantale; ses ambitions sont planétaires: il vise à mettre sur pied 3 600 centres un peu partout sur le globe, une multinationale quoi!

Dans les locaux du centre, circulent les instructeurs-techniciens: cheveux courts fraîchement taillés, veston, cravate, etc. Après six mois d'entraînement, la dépersonnalisation de ces technocrates de la méditation semble assez réussie.

### D'une séance à l'autre

Les étudiants sont d'abord convoqués à deux conférences gratuites puis à une séance de signature de contrat, enfin à une quatrième séance où chacun fait connaissance avec son instructeur, l'espace de quelques minutes.

L'instruction proprement dite a lieu à la cinquième séance. Le décor: une table recouverte d'une nappe, une bougie, des fleurs et des fruits. Après avoir fait brûler un peu de bois de santal, l'instructeur s'agenouille et entonne un hymne védique, en sanskrit. C'est au terme de cette cérémonie qu'il trouve et offre à l'apprenti-méditant son mantra, strictement confidentiel, et qui doit être répété mentalement tous les jours, durant deux périodes d'une quinzaine de minutes.

Deux autres séances collectives visent à vérifier et à contrôler les expériences de méditation.

### Une technique de relaxation

Après quatre mois de pratique assidue (période minimale toutefois), les étudiants concluent qu'il s'agit là d'une excellente technique de relaxation. Ils affirment que cette technique a d'ailleurs déjà fait ses preuves en neurologie tout autant qu'en physiologie. Un environnement calme, une position physique confortable, la répétition d'un mantra amène effectivement l'esprit à changer d'état.

### Une théorie sous-jacente

Aux validations scientifiques de la relaxation dont fait grand état la publicité mise en oeuvre par les promoteurs, s'ajoute une théorie de base: la science de l'intelligence créatrice. Pour Maharishi, le mantra méditatif ramène progressivement la pensée vers sa source tout en éliminant les tensions rencontrées lors de la descente. Toucher cette source, c'est être dans l'état de conscience transcendantale.

### Une religion camouflée?

Bien qu'elle jouisse du prestige de l'hindouisme à laquelle elle emprunte quelques lignes théoriques simplistes, peut-on parler ici d'expérience religieuse? Selon les étudiants, cette expérience peut être vécue et interprétée comme telle par un croyant d'une religion particulière et peut être conciliable avec diverses théologies. Quoiqu'elle ne constitue pas en soi une religion, elle peut être qualifiée de spirituelle si, au-delà de la technique, elle provoque une nouvelle manière d'être.

### Une question-clé

M. Desrosiers nous précise toutefois qu'il ne faut pas sous-estimer ici le rôle de la confiance, de l'attente profonde de l'individu qui s'engage dans un tel processus. Cela pourrait bien être la clé de l'efficacité de la méditation transcendantale. Tant il est vrai que celui qui veut guérir, guérit.

D.N.

## Une subvention de \$25 000

"Avant de chercher à saisir les différences individuelles, il importe de comprendre dans son cours naturel l'évolution de l'individu. Pour y arriver, j'en reviens aux différences. Mais à un autre palier, celui des espèces: humaine, d'une part, animale de l'autre. C'est-à-dire, une étude de comportements comparés entre certains jeunes primates (chimpanzés, singes) et des enfants de trois à cinq ans;" explique M. Fred Strayer, professeur au département de psychologie. Universitaire d'origine américaine, M. Strayer a étudié à New York. Il a enseigné et fait de la recherche à Toronto ainsi qu'à Vancouver. Psychologue, c'est aussi un spécialiste de la primatologie (Regional Primate Center, de Seattle) et de l'éthologie ou science du comportement des espèces animales.



Comprendre le contexte où évolue l'individu, singe ou enfant.

Dans une première démarche, on répertorie les faits et gestes du sujet observé, enfant ou singe, dans une variété de situations naturelles. Dans un deuxième temps, on essaie de voir comment s'imbriquent les rapports sociaux en interactions; on note ce qui se dégage comme normal. A ce point, on peut mesurer les dimensions, des échanges sociaux.

En comprenant la nature des rapports d'un individu avec d'autres membres du groupe, on est en mesure d'évaluer l'ensemble des interactions, et partant, de définir comment le groupe est organisé et de quelle façon il fonctionne.

"C'est abstrait, mais il faut d'abord comprendre le contexte où évolue l'individu. Du point de vue biologique, c'est capi-

tal. Par exemple comment expliquer l'air maussade de quelqu'un au bureau si on ne connaît pas le contexte c'est-à-dire si on ne sait pas qu'il s'est disputé avec sa femme le matin même? commente M. Strayer. Fort reconnue pour l'étude des primates, la méthode l'est peu pour celle des humains. On a mis au point des tests pour connaître l'individu. Mais on a négligé le contexte..."

### Un impressionnant programme

Le professeur Strayer est responsable d'un programme de recherche à deux volets: une étude auprès d'enfants d'âge préscolaire (projet conjoint UQAM-Université de Virginie); une étude des chimpanzés (projet conjoint UQAM-U. de M.).

Une subvention de \$25 000 pour une année a été accordée à l'Université par "The

Spencer Foundation" (John Hancock Center, Chicago) dans le cadre du programme de recherche du professeur Strayer.

Deux colonies de singes seront cantonnées au pavillon Read vers la fin de l'année. Par ailleurs, les étudiants suivront les comportements habituels d'enfants en garderie pendant une période de quatre ans. Jusqu'à présent, une équipe a effectué un stage à l'Université de Virginie, une des meilleures dans ce domaine, et le tuteur, le professeur Strayer ne tarit pas d'éloges sur la qualité, le savoir et l'engagement de ses étudiants de l'UQAM: "Daniel Fecteau, Nicolina Gesualdi, Patricia Harris, Marcel Trudel et Anne Russon ont été d'emblée acceptés par tous sur le campus."

Claude Asselin

# Consultation juridique

L'an dernier, il n'a pas suffi à la demande et même si ses portes n'ouvrent que le 5 octobre, il reçoit, depuis la rentrée, plusieurs appels téléphoniques chaque jour. Le service de consultation juridique ne chômera pas encore cette année, parole d'étudiant. Denis Rousseau nous explique quelque peu le fonctionnement de ce service.

"L'an dernier, l'équipe se composait de 12 personnes, tous étudiants, qui étaient divisées en quatre groupes de 3. Chaque petit groupe avait la responsabilité de trois dossiers par semaine. Nous avons vraiment travaillé en équipe, c'est important pour nous au module. Les personnes qui se présentaient au service étaient reçues par un des groupes à tour de rôle la responsabilité d'un dossier et de l'animation de l'entrevue. Au total, nous avons donc étudié 12 dos-

siers, par semaine, en nous limitant, bien sûr, puisque les consultations se faisaient sur rendez-vous seulement. Il y aurait facilement eu des demandes pour aborder 16 dossiers mais il vaut mieux en étudier un plus à fond que plusieurs superficiellement. Me Georges Marceau se portait garant de notre travail".

Toutes proportions gardées, il semble que ce soit du côté des employés de soutien que les demandes d'aide se soient faites plus nombreuses. Chez les étudiants, la plupart des problèmes soumis concernent le logement; de même chez les professeurs qui, jusqu'à maintenant, consultent peu. Chez les employés, l'éventail des questions est beaucoup plus large: testament, divorce, finance, créances, contrats divers, assurance - chômage, etc.

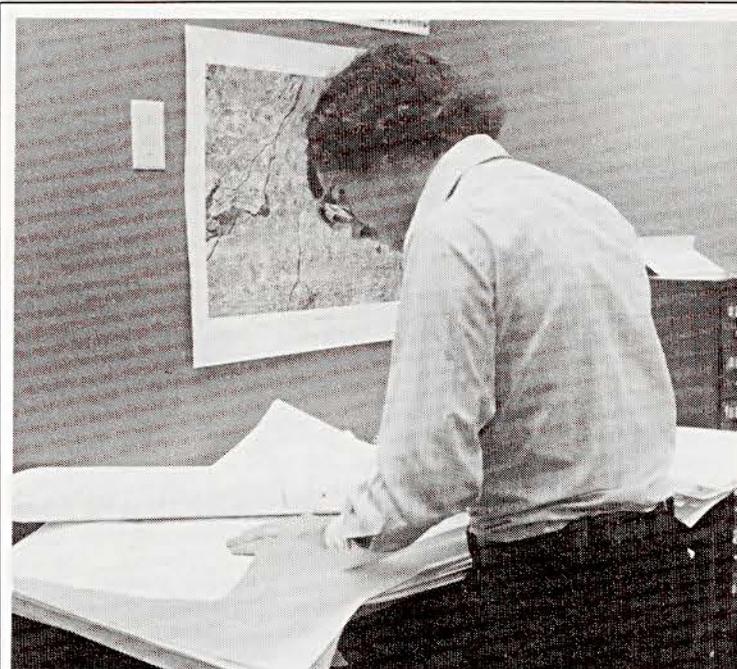
L'objectif de l'équipe est clair: apporter aide, assis-

tance, clarifier la juridicité du problème, initier le consultant à l'appareil judiciaire, faire connaître les solutions susceptibles d'être apportées par la loi. En aucun cas, plaider ou se rendre devant les tribunaux avec le consultant, se substituer à lui dans les démarches à réaliser. Plutôt, favoriser l'autonomie en combattant l'ignorance et la peur.

Les heures d'ouverture sont modifiées surtout pour rendre le service plus accessible aux employés: le **mardi**, de 12h à 14h et de 17h à 19h et le **jeudi**, de 13h30 à 17h. Les bureaux sont situés au 9710, pavillon Riverin 1 et on doit composer 282-7869 pour obtenir un rendez-vous.

Il faut redire que ce service est absolument gratuit, que les premiers arrivés sont les premiers servis et qu'il faut compter une bonne semaine avant que l'étude du dossier soit définitivement terminée.

D.N.



## Cartes sur table

Toute bibliothèque est habituellement jalouse de ses documents, c'est là son moindre défaut. Celle de l'UQAM fait exception depuis quelques jours en donnant à qui en veut des cartes régionales des environs de Montréal. Ces cartes de route très détaillées (1: 50 000 ou 3/4 de pouce au mille) éditées par le service de géographie du ministère du Transport du Qué-

bec, datent de 1972-73. Certains noms et numéros de routes ont été modifiés depuis, mais ce sont là de petits détails qui se corrigent facilement. Si les intéressés ne trouvent pas à l'entrée de la bibliothèque centrale les cartes désirées, ils n'ont qu'à s'adresser directement à la cartotheque, au sixième étage du Riverin I, pour obtenir satisfaction.

# Psycho sur le bout des doigts

o Nombre de doigts rongés?

o Lesquels?

o Préciser: pouce droit, auriculaire gauche, majeur droit?

"Inscrivez-vous à un programme d'intervention comportemental du rongement des ongles. Faites parvenir votre nom et votre adresse à: Université du Québec à Montréal, département de psychologie, a/s Pierre Varin."

C'est sérieux.

Trop, sûrement, pour qui se ronge les ongles jusqu'au sang et aime ça. Mais pour les autres, malheureuses victimes d'une habitude dont ils cherchent en vain à se débarrasser, le programme est indiqué. Pierre Varin compte sur une cinquantaine de volontaires, hommes ou femmes de 18 ans et plus, pour mener à bien son projet de recherche.

L'idée de faire du rongement des ongles — entendez par là onychophagie — l'objet d'une thèse de maîtrise n'est pas en soi inusitée. Avant Pierre Varin, d'autres savants psychologues se sont penchés sur la question. Parmi eux: Azrin et Nunn qui ont conclu à une habitude nerveuse manifestée de façon excessive et tolérée socialement. M. Varin veut pousser plus loin la recherche et tenter de déterminer l'importance relative des facteurs responsables du maintien de l'habitude, pour ensuite appliquer les techniques thérapeutiques appropriées.

Déjà, dans le cadre d'un cours en psychologie compor-



Merci Pierre Varin ou comment on apprend à ne plus s'abîmer les ongles.

tementale, il a fait de l'automodification: le premier sujet observé, le premier sujet traité, le premier sujet guéri, ce fut lui. Il s'attaqua ensuite à son meilleur ami, "un vrai drogué des ongles, com-

plètement mutilé." Guéri lui aussi.

Si vous êtes volontaire, vous serez récompensé: des ongles pour qui n'en a jamais eu, ça n'a vraiment pas de prix.

H.S.

## Prochain colloque

Du 14 au 17 octobre se déroulera à Trois-Rivières le troisième colloque sur le Quaternaire du Québec. Il est organisé par l'Association québécoise pour l'étude du Quaternaire (AQQUA) sous les auspices de l'Association canadienne-française pour l'avancement des Sciences (ACFAS) et de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Présentation de communications, atelier multidisciplinaire, symposium, excursion en Mauricie, exposition audiovisuelle sur l'archéologie et la paléographie au Québec meublent un programme dont le but principal est d'établir un bilan général des connaissances relatives au Quaternaire au Québec. En même

temps, le colloque raffermira le caractère multidisciplinaire des recherches et permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives: labos à créer, régions à explorer, mises en application, projets de recherche.

De concert avec Environnement-Canada, le ministère des Richesses naturelles du Québec, les universités québécoises dont des constituantes du Réseau UQ, l'Université du Québec à Montréal prend une part active à l'organisation du colloque. On relève notamment les noms de MM. Patrick Plumet (labo d'archéologie), Franz Mayr, Claude Hilaire-Marcel, Bernard de Boutray (sciences de la Terre), Luc Monette (Galerie UQAM) et Serge Occhietti (géographie).

## Placement

Les activités de recrutement sur le campus sont maintenant commencées. Durant la session d'automne ce sont principalement les employeurs du milieu des affaires, de l'industrie et de la fonction publique qui viennent à l'UQAM pour rencontrer les étudiants. Tant qu'aux représentants du monde de l'enseignement et des affaires sociales, il faudra attendre à l'hiver pour les contacter. Dans les jours prochains, les étudiants pourront consulter

un représentant de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (lundi, 4 octobre), de la METROPOLITAINE (mardi, 5 octobre). Par ailleurs, BELL CANADA et la BANQUE DE LA NOUVELLE-ECOSSE rappellent que le 8 octobre est la date limite pour poser sa candidature aux diverses offres d'emploi. Tous les détails touchant ces activités sont disponibles au service de placement de l'UQAM, 282-7055.

## Premier concert-midi

Le module de musique reprend à compter de vendredi, le 8 octobre, ses concerts-midi. Le premier concert aura lieu à l'auditorium du pavillon Lafontaine. Une pianiste, Danielle Bouchard, interprétera le concerto italien de Bach (premier mouvement), la sonate en ré majeur de

Mozart et la sonatine de Ravel. Dans les semaines qui suivront, des concerts-midi se tiendront dans quatre pavillons différents: Arts, Riverin II, Read et Lafontaine. Nous donnerons plus de détails concernant les salles et les programmes dans le prochain numéro de l'Uqam.

## les boîtes à lunch

On passe devant pendant des mois et des mois sans le voir. Discret, même s'il est badigeonné orange, il ressemble comme un frère à son voisin de rue qui lui, se spécialise dans la vente de "hot-dog" caoutchoutés. Le "Old Vienna" vitote sans hâte et sans prétention au 1250 rue de Bleury, dans un décor fait à la bonne franquette, tout comme le service.

Une idée pas bête: le patron a suspendu, au-dessus du comptoir, des passoires à spaghetti de couleurs vives, trouées par de grosses ampoules électriques. Restaurant miniature, sympathique, pas trop cher. Et en plus, c'est bon.

Les petits appétits se contenteront d'une bonne soupe "goulash" qui tient davantage

du ragoût que de la soupe (\$1.25); s'ils ont encore faim, le strudel frais aux pommes ou aux cerises (\$0.55), arrosé d'un excellent café, leur en bouchera un coin.

Quant aux affamés, ils ont l'embarras du choix: escalope viennoise (\$2.55), goulash (\$2.00), pain de viande (\$1.75); saucisses pour tous les goûts mais plutôt lourdes à porter (\$1.65) accompagnées de salade de patates et de choucroute (\$0.35)...

Le gâteau forêt noire est catastrophique pour la ligne, mais agréable à avaler: il goûte le bon rhum. Une portion généreuse se vend \$0.85.

Attention! Il n'y a que trois tables: il faut donc y arriver tôt, ou tard...

C.G.

## Bref

L'actif de la Caisse populaire de l'Université vient de passer le cap de son premier million de dollars, ce qui représente 250% d'augmentation par rapport au mois de mai 75.

La Caisse est donc en voie de réaliser l'un de ses objectifs, soit la rentabilité à moyen terme.